

La vie associative, expression profonde de la solidarité humaine

En ce mois d'octobre nous allons, l'Union des Sociétés Bretonnes d'Ile-de-France et toutes ses amicales, nous réunir en congrès à Vitry. C'est un moment important de notre vie associative et cette année encore plus que d'habitude. Pourquoi ? Parce que nous qui sommes nés du déplacement de travailleurs de Bretagne en Région parisienne et qui avons toujours eu le souci de créer des lieux de rencontre et de solidarité pour ces humbles plongés dans un monde nouveau, nous sommes confrontés à une situation sociale qui doit retenir toute notre attention.

Notre monde est concerné par les études qui mettent en lumière l'extension de la pauvreté, la crise du logement, la gangrène du chômage, l'accès réduit aux services de santé. Ainsi l'Institut National de la Statistique et des Études économiques (INSEE) a établi qu'entre 2004 et 2012 le nombre de pauvres dans notre pays a augmenté de 1 million 200 000 personnes passant de 7,4 millions à 8,2 millions. Parmi eux combien de Bretons ? Quel est leur niveau de vie ? L'INSEE dit que « la moitié des personnes pauvres vivent avec moins de 784 euros par mois. »

Le Secours Populaire Français (SPF) et l'Institut IPSOS ont de leur côté publié pour la huitième année consécutive leur baromètre qui confirme que la pauvreté touche un public de plus en plus large. Et 66% des sondés disent avoir au moins un proche qui vit dans la pauvreté. Nombreux sont ceux qui craignent voir la pauvreté frapper leurs enfants. Le SPF a également mené l'enquête auprès de 75 485 ménages reçus dans ses permanences en 2013 pour savoir ce qui leur reste à vivre après avoir payé leur loyer, les transports, c'est à dire l'obligatoire. Le chiffre est effrayant : il leur reste 5,60 € par jour et par personne.

Le sociologue Serge Paugam, directeur de recherche au CNRS et directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) vient de publier un ouvrage aux Presses Universitaires de France intitulé « L'intégration inégale – Force, fragilité et rupture des liens sociaux ». Le travail d'équipe met en lumière les conséquences de la pauvreté et plus généralement des inégalités sociales sur les liens sociaux. « Ils sont de plus en plus nombreux à stopper tout ce qui fait la vie sociale ordinaire (sorties culturelles, restaurant, vacances)... » Et c'est ici que se fait la jonction avec la vie associative en général et donc notre vie amicaliste en particulier. Car n'oublions pas que c'est du besoin de liens sociaux que nos amicales sont nées. Elles ont du même coup développé le sens de la solidarité.

Serge Paugam nous apporte à ce sujet un éclairage intéressant : « Une étude que j'ai réalisée ces dernières années atteste qu'une période de crise favorise l'émergence de la solidarité. Depuis le début des années 1970, la règle est immuable. A chaque fois qu'il y a une récession ou une aggravation de la situation économique, la perception de la pauvreté évolue vers une

plus grande sympathie à l'égard de ceux qui souffrent. Les pauvres apparaissent plus fortement comme des victimes d'un système qui les condamne. » Comment donc stimuler, organiser ce courant de sympathie, et favoriser la solidarité des Bretons à l'égard de ceux qui sont isolés notamment par la pauvreté, c'est un thème de réflexion fort utile pour nos débats.

Encore faut-il que nos amicales vivent, se développent, que le dévouement des bénévoles qui sont notre richesse première continue à s'affirmer. Et là, nous sommes confrontés à des situations quelquefois défavorables.

C'est ce qui résulte de la réduction de la dotation budgétaire à laquelle les collectivités locales sont soumises. Le Président de l'Association pluraliste des Petites Villes de France (APVF), maire d'Annonay et député (PS) de l'Ardèche pose la question très crûment en ces termes : « Les collectivités locales qui sont aujourd'hui à l'origine de 70% des investissements publics en France, seront-elles contraintes de s'en prendre aux subventions aux associations locales qui font vivre nos territoires ? » Il fait état d'une lettre de la Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTP) qui a annoncé une baisse de 4% du chiffre d'affaire pour l'année et anticipe la suppression de 12 000 emplois. A cela s'ajoute la mise en cause de l'existence des départements qui ont aussi une place importante dans l'action sociale. Les Bretons du Val de Marne et leurs amicales qui participent chaque année à la Journée départementale de Solidarité organisée par le Conseil général sont bien placés pour apprécier la dimension humaine de cette journée qui réunit associations et syndicats autour des plus démunis.

En ces temps d'incertitudes multiples et de restriction sociale l'action des associations pour déployer la solidarité sous toutes ses formes aide les plus démunis à vivre mieux. Dans ce concert profondément humain tous ceux qui par leur dévouement font vivre nos amicales ont le droit de prouver un juste sentiment de fierté. Le temps donné à la solidarité suscite chez celui qui s'y consacre un sentiment de satisfaction et dans l'entourage un regard reconnaissant. Oui, se lever et s'organiser pour la solidarité est aujourd'hui plus que jamais une expression profonde de la noblesse de l'être humain.



Par Jean Le Lagadec